

**Intervention de Denis Basset, secrétaire général de la branche Santé de la fédération FO SPSS,
en conclusion de la manifestation nationale à Paris le 7 mars 2017.**

Chers camarades, chers collègues, chers amis, nous sommes des milliers et des milliers à avoir répondu à l'appel des Fédérations de la Santé et de l'Action Sociale Publique et Privée FO, CGT et Sud.

Nous sommes fiers de ce que nous avons fait avec Mireille STIVAL(CGT), avec Jean VIGNES (SUD), car nous avons préparé cette journée de grève depuis le 8 novembre 2016 et bien avant, **grâce à la construction de l'action commune sur la base de revendications claires.**

Pour dire :

Assez de fermetures de lits, de services, d'établissements hospitaliers, sociaux et médico-sociaux,
Assez de suppressions de postes de travail dans les hôpitaux, les services publics et les établissements privés,

Assez du blocage des salaires dans la Fonction Publique, comme dans le Privé, qui organise la paupérisation, le découragement des agents de nos services !

Pour décider et c'est très important, comme nous l'avons fait le 8 novembre 2016 la grève et la manifestation nationale à Paris, devant le ministère de la santé.

Et pourtant que n'avons-nous pas entendu, « ce n'est pas le moment... » ou encore « à trop revendiquer, vous faites le jeu des aventuriers... ». Nous serions un facteur de déstabilisation pendant cette période dite électorale ? Et bien nous répondons, au contraire, par la mobilisation et les revendications.

Décidemment ceux qui nous gouvernent ne comprennent pas, ou feignent de ne pas comprendre, qui nous sommes :

On ne choisit pas de se confronter à la maladie, à la souffrance humaine, à la mort pour faire carrière

On ne choisit pas par hasard de travailler dans la Fonction Publique Hospitalière comme dans le secteur social et médico-social du public comme du privé, quel que soit son grade et son métier, médecins, infirmiers, aides-soignants, ASH, personnels administratifs et ouvriers ;

Les personnels se refusent et se refuseront de plus en plus à choisir les malades qu'il ne faut pas soigner, qu'il ne faut pas hospitaliser pour tenir les dépenses publiques dans le cadre des fameux 3% des déficits publics au nom du pacte de responsabilité et des 3,5 milliards d'économies imposées à nos secteurs.

· Et par conséquent ce n'est pas un hasard si samedi dernier (4 mars) à Londres par milliers et par milliers les hospitaliers britanniques sont descendus dans la rue pour défendre leur système de santé le NHS ;

· Ce n'est pas un hasard si en Allemagne nos collègues du DGB, de Verdi, dans les hôpitaux se posent la question d'organiser chez eux ce que nous avons commencé à faire ici ;

· Ce n'est pas un hasard si nos camarades de l'UGT, des commissions ouvrières en Espagne dernièrement à Madrid qui ont organisé les grève de hôpitaux de Madrid, la fameuse « marée blanche » ont les yeux fixés sur notre manifestations et notre grève ;

· Ce n'est pas un hasard que nous avons reçu un message de soutien de nos camarades de la Fédération Interprofessionnelle de la Santé du Québec(FIQ).

Alors mes chers amis, mes chers collègues, mes chers camarades, ce n'est pas parce qu'il y a des élections présidentielles en France que nous nous laisserons impressionner. Et impressionner par quoi ?

Par des candidats qui pour les uns au mieux s'acharnent à répéter qu'ils continuent les GHT, les lois Bachelot et Touraine ! Le blocage des salaires des agents de la fonction publique comme du privé.

Et qui, pour les autres promettent qu'ils chercheront à aller plus loin encore dans les coupes budgétaires.

Nous savons bien qu'élections ou pas, nous ne pouvons compter que sur nous, c'est-à-dire, les personnels médicaux et non médicaux avec leurs organisations syndicales.

Nous ne pouvons compter que sur nos camarades, nos collègues, de la Fonction Publique Territoriale, de la Fonction Publique d'Etat, de la Sécu qui ont les mêmes revendications que nous.